Paris, Mercredi 26 mars 2003

Une nouvelle étape dans la construction du système mondial de sécurité, v. 2

La guerre d'Irak a commencé depuis quelques jours. Maintenant qu'elle est là, demandons-nous pourquoi les Américains sont entrés en guerre ?

D'abord, quelles sont les causes factuelles de la guerre ? Par causes factuelles, il faut entendre les événements ou les situations dont a découlé la guerre. La première cause factuelle, ce sont les attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis. Ces attentats ont été vécus par les Américains comme une agression les mettant dans une situation de légitime défense. La deuxième cause factuelle, c'est la situation de crise continue qui existe entre l'Irak et la communauté internationale depuis l'invasion du Koweït par l'Irak en 1990. Cette crise s'est traduite par la guerre du Golfe, un embargo permanent depuis 12 ans et des bombardements sporadiques depuis 1998. On peut donc constater que les Américains sont en guerre contre l'Irak depuis 1991 avec le soutien de la communauté internationale qui a expressément légitimé la guerre du Golfe puis l'embargo, et laissé faire la reprise des bombardements.

Ensuite, quels sont les objectifs visés par cette guerre ? Le premier objectif est la conséquence directe des causes factuelles. Il est clair : c'est de résoudre la crise irakienne, c'est-à-dire de sortir de la situation de crise durable précédemment décrite. Pour cela, le choix américain est clair : faire tomber le régime irakien. Viennent ensuite les objectifs attendus plus largement, mais toujours en rapport direct avec les causes factuelles. Là aussi les choses sont claires : il s'agit pour les Américains de favoriser leur lutte anti-11 septembre. Étant donné les liens entre le Moyen-Orient et les attentats aux États-Unis, leur politique moyen-orientale est devenue une priorité et le règlement de la crise irakienne la première étape nécessaire à toute évolution de cette politique.

Troisième raison de cette guerre, les moyens dont disposent les États-Unis pour la faire. D'abord une armée moderne et puissante. Ensuite une coalition. Ces deux éléments jouent sur le plan militaire, mais aussi sur le plan de l'opinion publique américaine. De son point de vue, la coalition légitime le choix américain tout comme les armes « intelligentes » et la guerre « propre ». D'autre part, les nombreuses victimes des attentats du 11 septembre ont annihilé la doctrine politico-militaire du « zéro mort », ce qui augmente les possibilités de l'appareil militaire.

Le dernier élément qui permet de comprendre cette guerre et particulièrement toute la phase diplomatique qui l'a précédée, c'est l'analyse du système des relations internationales. Ce système est entré dans une phase de mutation depuis la chute du mur de Berlin. Il est clair que la fin de la guerre froide et de la bipolarisation est-ouest a marqué la fin d'une époque et d'un mode de relations internationales. Depuis, un nouveau système est en train de se construire sous nos yeux, petit à petit. La crise actuelle au sein du Conseil de Sécurité des Nations Unies est l'expression de cette construction difficile.

Cette crise oppose le CSNU à un groupe emmené par les États-Unis et leur armée. Ces deux protagonistes sont les deux pôles du nouvel ordre mondial. D'un côté le pôle de la légitimité, de l'autre le pôle de la force. Quand hier l'Irak appliquait la résolution 1441 décidée par le pôle de la légitimité, c'était sous la pression de l'armée américaine à ses portes, c'est-à-dire du pôle de la force. Autrement dit, quand le pôle de la légitimité menace, s'il n'y a pas de pôle de la force prêt à agir, la menace n'est pas crédible. Ce qu'on appelle le droit international n'existe pas sans la force.

Pour éclairer ces notions, observons ce qu'ont été quelques-unes des relations entre ces deux pôles depuis la chute du mur.

Si on se reporte aux accords de Dayton, on constate que ces accords ont marqué la victoire de l'OTAN contre la FORPRONU, c'est-à-dire du pôle de la force contre une force du pôle de la légitimité. Ce que tout le conflit bosniaque a montré, c'est l'échec de la solution militaire et diplomatique onusienne et la victoire de la solution militaire atlantiste et des principes onusiens (la dénonciation du nettoyage ethnique). Les conséquences ont été d'une part le débarquement des forces de l'OTAN en Europe en 1995, et d'autre part les bombardements de l'OTAN en Europe en 1999.

Le Kosovo aura été le premier théâtre de la mise en œuvre sans concurrence du dialogue entre les deux pôles (ONU-OTAN). Mais déjà la légalité de la guerre avait été contestée du fait de l'absence de résolution l'autorisant expressément, une telle résolution s'étant opposée aux veto probables russe et chinois.

On peut aussi se souvenir des massacres de 1999 au Timor oriental. Il y avait là-bas uniquement une force des Nations Unies, c'est-à-dire une force du pôle de la légitimité. Cette force a été incapable d'arrêter les massacres, de la même façon que FORPRONU n'a pas empêché le massacre de Srebrenica. Ce qui montre une fois encore que la force du pôle de la légitimité est une illusion : elle n'existe pas et ne peut pas exister, car elle se heurtera toujours aux intérêts particuliers des États onusiens. C'est pour cela qu'il doit y avoir un pôle de la force et que le leadership de ce pôle doit être détenu par une seule des nations démocratiques qui y participe, sans quoi on retomberait dans l'inefficacité de la force onusienne.

Ensuite on peut réfléchir aux dérives de ces deux pôles, dérives qui consistent surtout à imposer un des pôles aux dépens de l'autre. La dérive du pôle de la force, c'est l'empire. La nation qui a le leadership de l'usage légitime de la force finit par imposer la force sans légitimité, sans s'appuyer sur les décisions du pôle de la légitimité. C'est ce qu'on reproche aux Américains aujourd'hui. Les dérives du pôle de la légitimité sont plus complexes. Elles sont les conséquences de l'absence de force. Cela se traduit par une dérive humanitaire et une dérive juridique, ces deux dérives étant la réponse aux guerres qui ne manquent pas de continuer à naître. Pour limiter ces conflits, on gère à coup d'humanitaire et on menace de poursuites juridiques.

Nous n'en sommes aujourd'hui qu'aux balbutiements du dialogue entre ces deux pôles. Après la première guerre du Golfe en 1991, la double clé OTAN-FORPRONU en 1994, les accords de DAYTON en 1995, le Kosovo en 1999 et l'intervention américaine en Afghanistan en 2001, l'Irak en 2003 marque une nouvelle étape. La nation qui a le leadership du pôle de la force ayant subi une attaque meurtrière, a réagi en favorisant ce pôle au détriment de celui de la légitimité. Les Américains, bien que le CSNU ait légitimé leur réaction, sont intervenus en Afghanistan en réduisant le pôle de la force à une alliance ad hoc et monolithique. En Irak, les Américains accentuent le mouvement en se passant du pôle de la légitimité.

La question qui se pose aujourd'hui n'est donc pas du tout de savoir si le système onusien né en 1945 va disparaître. Depuis la chute du mur, c'est un nouveau système qui se construit. On peut alors soit considérer que l'ancien système était quasi mort-né du fait de la guerre froide (l'ONU comme « machin »), soit considérer qu'il était en attente et qu'il finit de se réaliser depuis la chute de mur. La question n'est pas non plus de savoir si la guerre est légale ou pas. Cette légalité n'a de sens que dans le système mono-polaire onusien et sans force, or ce système est une fiction. Enfin, la question n'est pas de savoir si l'Europe politique et militaire peut offrir une alternative à la force militaire américaine. L'Europe politique est aussi une

fiction. Elle l'a démontré dans la pratique, aujourd'hui en Irak comme hier en Bosnie. D'un point de vue théorique, on peut aussi dire que c'est une fiction pour la même raison qu'un système international mono-polaire onusien est une fiction. Parce que les États qui composent l'Europe n'ont pas les mêmes intérêts, parce qu'ils n'ont ni la même histoire, ni les mêmes peuples, ni les mêmes représentations. L'alliance actuelle entre la France et l'Allemagne est purement conjoncturelle et fait suite à leur totale opposition pendant les guerres de Croatie et de Bosnie. Elle ne représente le noyau d'une Europe politique que pour les doux rêveurs ou les nostalgiques de la puissance européenne.

Les questions qui se posent aujourd'hui concernent l'organisation et l'équilibre des pôles de la légitimité et de la force. Par exemple, le pôle de la légitimité doit-il, peut-il, être démocratisé ? Le pôle de la force doit-il être une alliance ad hoc ou une alliance permanente ? Comment maintenir le dialogue entre les deux pôles ? Comment limiter les dérives ? Il faut aussi se poser la question du tribunal pénal international. Actuellement, les partisans du pôle de la légitimité sont aussi partisans d'un tribunal pénal international permanent, tandis que les partisans du pôle de la force n'en veulent pas et préfèrent des tribunaux ad hoc. De nouveau, ce sont les relations du droit international et de la force qui sont en jeu. Les questions qui se posent pourraient être : n'y a-t-il pas une contradiction à créer une justice permanente qui serait secondée par une force ad hoc ? Comment cette force doit-elle, peut-elle, être légitimée ?

Quel camp choisir ?

À moins de refuser la légitimité donnée par les attentats du 11 septembre, ou de refuser la légitimité de la communauté internationale dans le maintien de la crise irakienne depuis la fin de la guerre du Golfe, on peut considérer que les Américains ont de bonnes raisons de vouloir la chute de Saddam Hussein.

Cependant, la décision américaine de partir en guerre sans la légitimité de l'ONU nous montre une dérive impériale du pôle de la force. Cette dérive doit être critiquée, mais en gardant en tête ce qu'est le nouveau système. Et en n'oubliant pas que les États-Unis sont tout de même soutenus par le Royaume-Uni, l'Espagne, l'Italie, le Danemark, les Pays-Bas, la Bulgarie, la Pologne, le Portugal, le Japon, Taiwan, l'Australie, Israël, c'est-à-dire un vaste panel de pays démocratiques dont seul Israël est sujet à caution du point de vue des droits de l'homme. Du côté du pôle de la légitimité, on trouve par contre la Russie et la Chine. Ce constat doit pousser les démocrates à s'interroger.

Cette dérive impériale est d'autant plus inquiétante qu'elle fait suite à la guerre d'Afghanistan pendant laquelle les Américains ont déjà fait preuve d'un unilatéralisme arrogant qui a conduit à fragiliser leur alliance.

Il semble que l'arrogance américaine vient de ce qu'ils croient que la force et la morale peuvent apporter la solution des problèmes politiques et qu'en conséquence, étant détenteurs et de la force et de la morale, ils n'ont pas besoin des autres. C'est ce qui les a conduit à la dérive impériale et à gâcher les atouts offerts par le courant de solidarité pro-américaine issue du 11 septembre. C'est aussi probablement cette arrogance qui les a conduits à « vendre » la chute du tyran, la lutte contre les armes de destruction massive et la lutte contre Al Qaïda comme étant les raisons de leur guerre, et à s'enfoncer ainsi dans une démonstration sophistiquée de leur légitimité, plutôt que d'en rester aux causes factuelles. À trop s'appuyer sur la force et la morale, ils ont fini par en oublier la logique !

Ajoutons que toutes les guerres menées par les États-Unis depuis la chute du mur (Golfe, Bosnie, Kosovo, Afghanistan) laissent un goût d'inachevé. On peut difficilement faire

confiance à un pays qui accumule les guerres sans jamais aller jusqu'au bout des solutions militaires et économiques.

À tout cela s'ajoute la question israélo-palestinienne qui donne, à juste titre, le sentiment d'une politique à deux poids et deux mesures.

Quant à la France, comprenant très bien le rôle à jouer par le pôle de la légitimité, elle s'en est fait le porte-drapeau, avec succès aujourd'hui. Tant mieux pour la France. Et tant pis pour tous ceux qui subissent ou ont subi récemment, d'une façon ou d'une autre, la domination de la France. La politique étrangère de la France post-chute du mur permet difficilement de croire à sa bonne foi. La politique pro-serbe de la France dans les conflits yougoslaves, la façon dont les officiels français réécrivent aujourd'hui ce conflit et le rôle de la France dans sa résolution en 1995 (voir les minutes de la mission d'information parlementaire sur Srebrenica de 2001), le rôle de la France dans le conflit rwandais, le maintien des réseaux de la Françafrique, voilà autant d'éléments qui permettent difficilement de croire que la France peut être le porte-drapeau du droit international. La France ne saurait, aujourd'hui, porter autre chose que le drapeau de ses intérêts d'ex-puissance coloniale. C'est pour cela qu'elle défend les chimères pour naïfs d'une république mondiale et d'une république européenne.

Pour sortir de l'opposition entre le droit international et la force, il faut donc comprendre que ce qui se passe aujourd'hui est la continuation de la construction du nouveau système international, système essentiellement occidental, cette construction se faisant par le dialogue plus ou moins conflictuel entre les deux pôles de ce nouveau système. Il faut bien comprendre que ce dialogue-conflit est essentiellement intra-occidental. Si la France et l'Allemagne avaient soutenu les Américains, les choses ne se seraient pas du tout passées de la même manière, et l'on se serait probablement rapproché d'une situation proche de celle du Kosovo (pour ce qui est des relations internationales).

Il faut aussi comprendre que le pseudo-conflit au sein du monde occidental est l'arbre qui cache la forêt de l'accord profond du monde occidental pour le maintien de sa domination par l'asservissement des peuples du tiers-monde. De façon très symptomatique, le début de la guerre d'Irak a totalement occulté le début du procès Elf. Le pétrole des uns n'est pas le pétrole des autres.

Que faire ?

Le chemin est étroit.

Il faut dénoncer cette guerre du fait de la dérive impériale qu'elle met à jour et parce qu'on ne peut pas avoir confiance dans la volonté américaine de véritablement permettre le développement économique, social et politique de l'Irak.

Il faut aussi dénoncer la position française dont la malignité n'a d'égal que l'hypocrisie (d'ailleurs, il faut reconnaître aujourd'hui à Chirac une subtilité aussi grande que celle de Mitterrand quand il réussissait à repousser de quelques années l'intervention américaine en Bosnie par une superbe instrumentalisation de l'ONU et de l'humanitaire, grâce à un voyage spectaculaire dans Sarajevo assiégée).

Plus fondamentalement, il faut rejeter le caricatural clivage entre le pôle du droit international et celui de la force.

Il ne s'agit pas pour autant de soutenir le régime irakien. Il est trop tard pour cela. Les partisans de la levée de l'embargo ont perdu la bataille. L'embargo sera levé par les Américains et leur guerre, qu'ils gagneront. Plus ou moins vite, plus ou moins violemment,

avec plus ou moins de réussite politique, mais qu'ils gagneront, car un adversaire isolé ne peut pas résister très longtemps à la détermination d'une telle puissance.

Il faut soutenir ceux qui, en s'appuyant sur la réalité du nouveau système des relations internationales, veulent favoriser réellement le développement des peuples.

Il faut soutenir le retour du pôle de la légitimité dans la gestion du conflit, pendant et après la guerre.

Il faut forcer les Américains et le pôle de la légitimité à aller au bout de cette guerre, c'est-à-dire à faire tomber le régime et à instaurer véritablement la démocratie et le développement économique et social en Irak.

L'opinion publique peut jouer ce rôle. L'opinion publique américaine anti-dérive impériale peut influencer sur la politique américaine. L'opinion publique mondiale peut influencer sur ses gouvernements pour qu'ils influent sur le pôle de la légitimité, et peut soutenir symboliquement l'opinion publique américaine anti-dérive impériale..

Bertrand LIAUDET